



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

Discours 1er mai 2017, Bienne

Teresa Matteo, Membre de la direction du Secteur Industrie Unia

(Seul le texte prononcé fait foi.)

Chères camarades, chers camarades,

Qu'arrive-t-il à nos démocraties occidentales ?

N'est-ce pas inquiétant de voir que les déclarations incendiaires, la xénophobie et l'isolationnisme aident à remporter des élections présidentielles ? Le nouveau président des États-Unis, Donald Trump, pense-t-il vraiment que l'immigration est responsable des emplois perdus ?

En Europe aussi, la liste des populistes ne cesse de s'allonger. Parmi beaucoup d'autres, je citerai Le Pen en France, Petry en Allemagne, Wilders aux Pays-Bas et Orban en Hongrie. En Suisse, ils ont pour noms Blocher, Köppel et Glarner.

Tous ces gens ont un point commun. Leurs boucs émissaires sont la migration et les personnes réfugiées. Ils s'en prennent aux plus faibles et rendent l'immigration responsable de tous nos problèmes.

La question de l'immigration déchire nos sociétés.

Or voulons-nous vivre dans un monde gouverné par la xénophobie et le racisme ? Voulons-nous d'une forteresse Europe ? Voulons-nous que la Suisse se barricade, au lieu de construire des ponts ?

Non ! Nous n'en voulons pas !

Dans notre société, il ne doit pas y avoir de la place seulement pour les superriches, qui veulent tout prendre pour eux. Nous devons vivre en paix, dans une société dominée par des valeurs comme la tolérance, la liberté et la solidarité. Car il y a des gens qui seront discriminés toute leur vie. En exerçant un métier à bas salaire, comme aide-cuisinière, agent de nettoyage, manœuvre de chantier ou ouvrière de fabrique.

Une partie de ces gens doivent s'adresser au service social à la fin du mois. Car avec un bas salaire, comment joindre les deux bouts, en payant son loyer et sa caisse-maladie ? Et quand une crise économique survient, ce sont les premiers à perdre leur travail.

Beaucoup de ces emplois dans les fabriques ont d'ailleurs déjà disparu, remplacés par les processus d'automatisation et par de coûteuses machines. Là où l'on trouvait jadis une main-d'œuvre abondante, les machines se sont imposées depuis longtemps.

Or on a trop tendance à oublier que sans l'immigration étrangère, notre prospérité actuelle n'aurait jamais été possible. En effet, les travailleurs migrants ont été aux côtés des Suisses pour construire nos infrastructures, nos routes et nos maisons. Ils nous ont aidés à développer nos industries.

La situation a empiré depuis le 15 janvier 2015. Quand la Banque nationale suisse a abandonné le taux plancher du franc par rapport à l'euro, beaucoup d'entreprises ont saisi l'occasion pour allonger la durée du travail. Travailler davantage pour le même salaire, cela s'appelle une réduction de salaire. En outre, il y a eu des restructurations. Pendant ce temps, nos partis bourgeois restent les

bras croisés, alors que plus de 40 000 emplois ont déjà disparu. Et qu'on ne voit pas le bout du tunnel.

La recette du camp bourgeois est simple : le marché résoudra tous les problèmes. La cupidité est vraiment sans limites !

Beaucoup de gens ont ainsi perdu leur gagne-pain. La main-d'œuvre âgée ou faiblement qualifiée a beaucoup de peine à retrouver du travail. Nous appelons donc de nos vœux une économie basée sur l'égalité des chances. Il est évident que tous les travailleurs et travailleuses – indépendamment de leur sexe ou de leur nationalité – doivent pouvoir évoluer et se perfectionner. Il serait scandaleux que seuls les gens ayant mis de l'argent de côté puissent poursuivre leur formation.

La mission de chaque syndicaliste doit être de négocier de bonnes CCT et de bons salaires minimums, qui permettent à tout le monde de bien vivre. À ce titre, il faut aussi exiger l'introduction d'une protection contre le licenciement pour les travailleuses et travailleurs âgés.

Beaucoup de personnes ayant échappé aux restructurations subissent toujours plus de pressions à la performance. Or la flexibilité croissante exigée, et l'obligation d'en faire toujours plus en toujours moins de temps nous rendent malades. On est censés rester tout le temps joignables. C'est devenu insupportable. Il doit y avoir une claire démarcation entre le temps de travail et les loisirs.

**Par conséquent : touche pas à mon temps libre, mon temps libre m'appartient !
Sinon, notre vie familiale va se briser.**

Aujourd'hui, toujours plus de femmes sont professionnellement actives. Si les femmes ont des enfants et travaillent, elles en paient le prix fort. Les mères sont tiraillées entre famille et travail. Et la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle implique **un énorme stress**. Pour un salaire inadéquat. Les femmes continuent de gagner 20% de moins que les hommes, pour le même travail. Combien d'années encore les femmes devront-elles attendre, jusqu'à ce que l'article constitutionnel inscrit depuis plus de 20 ans (1996) dans la loi sur l'égalité soit réalisé ? À ce rythme, on sera tous morts avant que l'égalité salariale soit atteinte !

Il faut agir sans attendre !

La révision de la loi sur l'égalité préparée par le Conseil fédéral, qui sera soumise au Parlement cet automne, est loin d'être suffisante !

Car à quoi sert-il que les entreprises procèdent à des contrôles salariaux, si elles n'ont pas l'obligation de corriger les discriminations salariales constatées et si aucune sanction n'est prévue ?

Nous n'attendrons pas plus longtemps.

Nous exigeons l'égalité salariale, et subito !

S'il le faut, nous lancerons une initiative populaire.

L'heure est aux contrôles salariaux obligatoires et efficaces. Il faut imposer aux entreprises de corriger les salaires discriminatoires. et punir celles qui violent la loi. En effet, l'égalité salariale est un mandat constitutionnel, pas un cadeau accordé aux femmes !

Car la discrimination se poursuit dans la vieillesse, avec de graves conséquences pour les femmes à l'âge de l'AVS.

Quand on a travaillé dur toute sa vie, on devrait pouvoir vivre ses vieux jours dans la dignité. Il n'est pas normal qu'autant de personnes âgées aient besoin de prestations complémentaires pour vivre. Pour les syndicats et les partis ouvriers, l'introduction de l'AVS est un acquis majeur. Les générations précédentes se sont battues pendant des décennies afin d'obtenir l'AVS. Et malgré les attaques répétées des partis bourgeois, les rentes ont toujours été consolidées.

Cela fait longtemps que la prévoyance vieillesse est une épine dans le pied des partis bourgeois. Depuis les dernières élections au Conseil national, où l'UDC et le PLR ont gagné des sièges, ces

deux partis ont cru l'heure venue d'appliquer leurs recettes néo-libérales et de démanteler l'État social. Les employeurs jugent « irresponsable » de vouloir « gonfler les prestations de l'AVS ». Ils misent sur la responsabilité personnelle des citoyennes et citoyens et préfèrent renforcer le 2^e et le 3^e piliers. Car ils lorgnent sur l'argent de notre prévoyance professionnelle. Après tout, les requins de la finance peuvent placer cet argent et se remplir les poches !

Et nous leur disons clairement « non » !

Nous voulons une prévoyance vieillesse forte. Et avec la réforme des retraites 2020, nous avons l'occasion de renforcer la prévoyance vieillesse. La prévoyance vieillesse 2020 va augmenter concrètement les retraites AVS, pour la première fois depuis plus de 40 ans.

Il ne faut surtout pas ramener cette réforme 2020 à l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes. Naturellement, l'augmentation de l'âge de la retraite m'énerve moi aussi !

Mais en adoptant la réforme des rentes 2020, on met fin à la discussion sur la retraite à 67 ans. D'ici là, nous devons rassembler nos forces et rester mobilisé-e-s. À l'avenir aussi, il nous faudra défendre nos droits et nos valeurs.